

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 43 (2006)  
**Heft:** 1711

**Artikel:** Le PS et l'AI  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1009223>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 17.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Le PS et l'AI

**Seule une augmentation de la TVA peut éponger le déficit de l'assurance invalidité. La hausse est inscrite dans le nouveau programme économique des socialistes, qui rechignent cependant à la soutenir devant le peuple et au parlement.**

Ah ce lamento! de Pascal Couchepin à la radio romande! En quête de financement pour l'assurance invalidité (AI), il se retrouve la sébile vide. Une hausse des cotisations salariales, les radicaux n'en veulent pas et brandissent un référendum. Une hausse de la TVA, l'UDC et les socialistes la refusent, déplorait-il. Où qu'il se tourne, c'est non-non, ou oui-non, ou non-oui. Et comme les non se superposent, jamais, se désolait-il, une majorité ne se dégage.

Les tourments du ministre n'émeuvent pas. Le Conseil fédéral a sur ce sujet déposé un projet. Il lui appartient de le défendre. C'est pour l'essentiel une hausse de 0,8 point de TVA. Si la commission parlementaire n'en veut pas, qu'elle en assume la responsabilité!

Or la droite dure opposée à toute augmentation des prélèvements obligatoires cherche à mettre en place son dispositif. Qu'une partie du déficit soit prise en charge par le budget, propose-t-elle. Double avantage: les besoins de l'AI sont, en apparence, partiellement pris en compte et une

pression supplémentaire motivée est exercée sur les dépenses publiques ordinaires. Et si cela ne suffit pas, on exigera dans la gestion de l'assurance un tour de vis supplémentaire. Cette double attaque, coordonnée, contre le budget et contre l'assurance est, pour le PS, un défi.

Si l'on se reporte au programme économique qu'il vient d'adopter le 24 juin à Delémont, on y lit qu'une augmentation de la TVA «serait nécessaire pour financer à long terme l'AVS et l'AI, même si la Suisse n'adhérerait pas à l'UE.»

Qu'est-ce qui permet à Pascal Couchepin de déclarer publiquement que les socialistes ne veulent pas d'une augmentation de la TVA? Ou il fabule ou les commissaires socialistes n'ont pas lu le programme de leur parti.

Certes ce n'est pas facile d'assumer devant le peuple la hausse d'un impôt peu populaire, même pour une bonne cause. Mais il doit être possible de partager cette responsabilité avec une majorité gouvernementale. A défaut s'imposera, sans que le peuple soit consulté, le scénario décrit plus haut, celui du démantèlement. *ag*

### Sommaire

Les électriciens suisses préfèrent le statu quo à un accès facilité au marché européen.  
*page 2*

Le président de Zurich propose un droit de référendum fédéral pour les villes.  
*page 3*

En trente ans la Suisse s'est transformée en un pays de pendulaires.  
*page 4*

La SSR dépense une fortune pour le sport au nom du service public.  
*page 5*

Les syndicats fondent une faitière mondiale pour globaliser la défense des travailleurs.  
*page 6*

### Conseil fédéral

Prétendre que l'engagement des autorités lors d'une votation fausserait l'expression libre et fidèle de la volonté populaire, c'est considérer les citoyennes et les citoyens incapables d'apprécier la valeur des arguments présentés. Le danger provient plutôt des organisations disposant de sommes considérables pour défendre leurs intérêts et d'un parti comme l'UDC, prêt à répandre mensonges et calomnies pour triompher.

*Edito page 3*